

Document n° 17

Faire face aux défis démographiques du XXI^e siècle
Projet de rapport

Présenté par

Mme Françoise Fassiaux-Looten
(Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles)

Rapporteure

COMMISSION
Politique



BRUXELLES (BELGIQUE) | 8-12 JUILLET 2012

Table des matières

	Pages
I. AVANT-PROPOS	p.3
II. LA REVOLUTION DEMOGRAPHIQUE	p.5
1. Comment expliquer la croissance démographique ?	p.5
2. La transition démographique	p.6
3. Un nouveau peuplement de la planète	p.6
4. Une croissance démographique phénoménale	p.7
5. Pressions et déséquilibres démographiques : quels indicateurs ? Quelles influences ?	p.7
5.1. <i>Relations entre pression démographique, ressources agricoles et halieutiques et demande d'aliments</i>	p.8
5.2. <i>Relations entre pression démographique, indicateurs de développement humain et de pauvreté</i>	p.10
5.3. <i>Relations entre pression démographique, problèmes sociaux et migrations</i>	p.12
5.4. <i>Relations entre pression démographique et environnement</i>	p.13
6. La nécessité d'envisager les interactions du système démographique avec les autres composantes du développement	p.14
III. LA REVOLUTION GRISE	p.16
1. Du vieillissement à la croissance démographique: données générales du contexte mondial en pleine mutation	p.16
2. La vieillesse: une construction sociale, un concept culturel voué à être revisité	p.17
3. L'augmentation de l'espérance de vie dans de nombreuses régions du monde, véritable réussite de l'humanité, éveille les consciences	p.17
4. Parmi les enjeux principaux, le choix d'un modèle de société	p.18
5. Conclusions	p.21
IV. LA REVOLUTION URBAINE	p.22
1. Réflexion sur la ville, sur l'urbanisation de l'habitat humain	p.22
2. La ville, planification stratégique territoriale	p.26
3. Analyse de l'essor de l'urbanisation et ses conséquences	p.28
4. Comment faire de l'urbanisation une réussite ?	p.32
5. Annexes : quelques données chiffrées	p.34
V. CONCLUSION : PROPOSITION DE RESOLUTION	p.39
VI. ANNEXES	p.41

I. AVANT-PROPOS

Pendant cette première moitié du 21^{ème} siècle, l'être humain sera confronté à des défis planétaires dont les enjeux d'envergure concernent la vie sociétale de chacun de nos pays.

Parmi eux, les défis démographiques se profilent comme cruciaux.

Le sujet de ce rapport étant multidimensionnel et donc transversal, il est convenu qu'après l'avoir développé sous différents points de vue en cette commission, il sera suggéré aux autres commissions de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, d'approfondir une dimension de ces défis démographiques en relation avec leurs attributions respectives.

Faisant suite aux observations formulées lors de l'introduction de ce rapport, les recherches ont été approfondies pour tenter de répondre aux questions posées à Yaoundé en avril'10 et parmi elles, à celle soulevée par la section mauritanienne, à savoir: « *Surpopulation ? Par rapport à quoi ? Aux ressources naturelles, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à l'éthique, au développement, à la participation de la population aux décisions qui la concernent ?* »

Tant de disparités! Les disparités démographiques complexifient sans doute un échange international qui se veut global et général. Nous n'avons ni l'intention, ni les moyens, notamment en temps, d'analyser les données de chaque Etat membre de la Francophonie.

Notre volonté est d'enrichir le débat parlementaire, de contribuer aux échanges individuels et collectifs et d'aider les responsables politiques que nous sommes, à prendre les meilleures options politiques de redistribution des ressources. Il s'agit, en effet, d'être capable d'envisager et d'organiser les sociétés de demain, des sociétés ouvertes à tous, à tous les âges, dans un contexte de mondialisation, de croissance démographique sans précédent, de vieillissement de la population mondiale et de révolution urbaine. Tel est le pari que nous faisons!

En notre qualité de représentants des peuples francophones, une de nos volontés de vaincre la misère nous interpelle. Osons prendre distance par rapport aux valeurs de nature à nous diviser pour ne retenir, dans l'intérêt général des peuples francophones, que celles qui nous unissent en Francophonie.

Posons-nous les questions importantes d'un point de vue politique en quittant la dichotomie pro et anti-Malthus pour être en mesure d'envisager la croissance démographique dans ses interactions complexes avec les autres composantes du développement.

A plus ou moins brève échéance, de grands choix de société se poseront à nous tous, au Sud comme au Nord. Il revient aux pouvoirs politiques d'anticiper les défis démographiques du 21^{ème} siècle, en mettant à l'avant plan le développement humain, digne et durable dans le cadre de la mondialisation.

D'aucuns vous diront, c'est le cas de l'Indien Nayan Chanda que « *la mondialisation est aussi vieille que le monde. Les prémices de ce phénomène né « d'un besoin fondamental, la quête d'une vie meilleure » remontent à quelque 4.000 ans avec « les premiers mondialisateurs », des marchands partis de Mésopotamie !* ». Dans « *Au commencement était la mondialisation* » (CNRS éditions), M. Nayan Chanda, Docteur en relations internationales et collaborateur à la Far Eastern Economic Review explique comment le monde est devenu un village global par l'action des

marchands, des missionnaires, des aventuriers et des guerriers : « *Aujourd'hui, les multinationales ont remplacé les marchands ; les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement ont remplacé les missionnaires ; les touristes et les réfugiés sont les nouveaux aventuriers et les guerriers sont notamment les terroristes.* »

La Francophonie possède tous les atouts pour jeter des ponts au-dessus des multiples failles du nouvel ordre mondial, afin de donner à tous les êtres humains, individuellement et collectivement, la possibilité de réaliser pleinement leur potentiel. Réfléchissons ensemble sur les moyens d'empêcher le fossé des connaissances et de mettre en pratique une nouvelle conception du développement humain durable.

II. LA REVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

Pendant des siècles, l'espèce humaine n'a compté que quelques centaines de milliers d'individus. En 10.000 avant Jésus-Christ, on comptait 0,5 million d'habitants dans le monde, en l'an 1000 après J-C, environ 300 millions d'habitants : cette croissance « légère » de la population a continué de la même manière jusqu'en 1750 où l'on comptait 700 millions d'habitants sur terre.

Au XVIII^{ème} siècle, l'humanité entre dans une ère nouvelle, celle de la transition démographique, qui va l'entraîner dans une croissance extraordinaire, d'une rapidité inconnue jusqu'alors.

Cette révolution qui va s'étaler sur trois siècles est caractérisée par le passage d'un régime démographique ancien, marqué par une forte natalité et une forte mortalité, vers un régime nouveau, avec une natalité et une mortalité faibles. Les graphiques s'affolent, on passe en 200 ans, de 600 millions d'habitants en 1700, à 1,6 milliard en 1900 ! Cette explosion démographique vécue en deux siècles a été appelée **la révolution démographique**.

1. Comment expliquer la croissance démographique ?

Presque partout où la transition démographique s'est produite, elle a commencé par une baisse de la mortalité grâce aux progrès économiques et sanitaires ; la natalité étant restée élevée pendant une ou deux générations. Il en est résulté un excédent des naissances sur les décès alimentant une croissance rapide de la population.

Une fois la limitation des naissances largement répandue, la natalité plus basse a équilibré à nouveau à peu près la mortalité et l'excédent s'est réduit ou a disparu.

Au XIX^{ème} siècle, le Japon, l'Inde, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, non encore touchés cependant par la transition démographique, croissent de moitié. Malgré l'arrêt de la traite des esclaves, l'Afrique au sud du Sahara stagne, alors que la population des Amériques explose suite à une immigration massive venue d'Europe. Malgré cette hémorragie migratoire, l'Europe, qui est en pleine transition démographique et dont la mortalité baisse sensiblement, voit sa population doubler au cours du 19^{ème} siècle.

En **1900**, la population mondiale qui approchait le **milliard d'habitants vers 1800** dépasse **1,6 milliard d'habitants**.

Dans **la première moitié du XX^{ème} siècle**, le Japon, l'Inde, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord voient, malgré les conflits, leur population croître rapidement en raison du recul de la mortalité. Il en est de même de l'Afrique au sud du Sahara où les grandes épidémies régressent. La population de l'Europe, malgré les guerres mondiales qui ont induit un recul général et rapide de la natalité, augmente grâce au recul de la mortalité. L'Amérique du Nord connaît la même évolution mais celle-ci est atténuée par une moindre participation aux conflits mondiaux et la poursuite d'une certaine immigration.

Au milieu du XX^{ème} siècle, l'humanité compte alors **2,5 milliards** d'habitants.

Mais c'est lors de **la seconde moitié du XX^{ème} siècle** que l'humanité a connu des bouleversements

démographiques comme elle n'en avait jamais connus !

Depuis lors, une véritable **révolution démographique** est en cours. Et s'il est vrai qu'elle est plus ou moins rapide selon les cultures ou les économies, il n'en demeure pas moins qu'elle est peu ou pas réversible.

Entre 1950 et 2000, la population a crû de manière phénoménale. Jamais la population de la planète n'a augmenté aussi rapidement qu'en cette deuxième moitié du XX^{ème} siècle : elle est passée de 2,5 à plus de **6 milliards**.

2. La transition démographique

Distinguons cependant trois grandes histoires différentes dans la transition démographique qui a touché la population de notre planète :

Les pays dits développés, selon la terminologie onusienne (qui représentent 20% de la population mondiale), ont connu, une fois la période du baby-boom des années 1940 et 1950 passée, une baisse importante de la fécondité jusqu'à provoquer dans les dernières décennies du 20^{ème} siècle, une croissance presque nulle voire négative et un vieillissement accéléré.

Les pays intermédiaires qui représentent 70% de la population mondiale, sont déjà bien avancés sur le chemin de la transition démographique puisqu'ils ont en moyenne une fécondité de 2,8 enfants par femme, une espérance de vie de 65 ans et un vieillissement rapide de la pyramide des âges ; la part des moins de 15 ans étant tombée de 45 à 31%.

Les pays pauvres qui représentent 10% de la population mondiale en sont encore à une étape antérieure à celle de la transition, puisque la fécondité et la natalité ont encore peu évolué (5,5 enfants par femme), mais la mortalité a sensiblement reculé. La croissance s'est donc accélérée et la structure par âge reste toujours aussi jeune, à savoir de l'ordre de 43% de moins de 15 ans.

L'Afrique sub-saharienne a vu sa mortalité infantile passer de 156 p.1000 au début des années 1960, à moins de 100 p.1000 à la fin des années 1990 et son espérance de vie est passée de 40 à 48 ans, au cours de cette même période. Depuis, on constate un arrêt de la croissance de l'espérance de vie, ce qui reflète la tragédie que vivent de nombreux pays africains avec l'épidémie du sida.

Selon l'ONUSIDA, l'Afrique sub-saharienne est de loin la région la plus touchée par cette pandémie, puisque 70% des individus infectés par le VIH dans le monde y vivent, alors que cette région ne compte que 10% de la population mondiale.

L'impact du sida sur la mortalité se traduit déjà par un net ralentissement de la croissance démographique dans plusieurs pays africains. La commission de l'Education et de la Culture de l'APF ayant créé un réseau de lutte contre le VIH sida, nous n'approfondirons pas dans ce rapport les données relatives à cette épidémie, mais nous souhaitons en faire référence.

3. Un nouveau peuplement de la planète

Poursuivons notre réflexion en observant qu'on assiste, par ailleurs, à un **nouveau peuplement de la planète** ; les régions du Sud représentant désormais 80% du total contre 67% en 1950 et, la population se concentrant dans les villes ou sur les côtes, ce qui induit aussi des changements conséquents dans les dynamiques de la plupart des sociétés.

Les chiffres de population mondiale se sont déplacés sur l'espace géographique mondial !

4. Une croissance démographique phénoménale

Selon les estimations de l'ONU, en **2012, la population mondiale atteindrait 7 milliards** d'habitants et vers **2040 ou 2050**, non moins de **9 milliards** d'individus !

La plupart des nouveaux habitants de la planète vivront dans les pays en développement dont la population passera de 5,6 milliards en 2010 à 7,9 milliards en 2050. L'augmentation se répartira entre la tranche d'âge de 15 à 59 ans (1,2 milliard supplémentaire) et les plus de 60 ans (1,1 milliard supplémentaire).

Au cours de la même période, la population des pays développés aurait tendance à diminuer, passant à 1,15 milliard d'habitants, sans le solde migratoire positif en provenance des pays en développement qui devrait s'établir aux alentours de 2,4 millions de personnes chaque année, d'ici 2050.

Quant à la **population des 49 pays les moins développés, elle devrait doubler** : passant de 840 millions de personnes en 2010 à 1,7 milliard en 2050.

La croissance démographique des autres pays en développement devrait être moins rapide, passant de 4,8 à 6,2 milliards d'individus. Le scénario le plus probable prévoit une baisse de la fécondité ; celle-ci devrait passer de 2,56 enfants par femme à 2,02. Ces données fournies par le département des affaires économiques et sociales de l'ONU montrent aussi que la baisse de la fécondité se traduira par un vieillissement de la population.

Certes, le vieillissement de la population mondiale est une forme de solution à la "surpopulation"¹, au déséquilibre entre population et ressources. En effet, sans la baisse de la fécondité advenue dans les années 1970, la population mondiale atteindrait déjà 10 milliards à l'heure actuelle et le monde se trouverait d'ores et déjà devant un problème de durabilité, les modèles de consommation et de production économique étant restés inchangés.²

5. Pressions et déséquilibres démographiques : quels indicateurs, quelles influences ?

Dans un ordre mondial scindé, la croissance démographique spectaculaire des régions en développement et le ralentissement notable de l'augmentation de la population des pays industrialisés rendent **très asymétrique la répartition mondiale des besoins sociaux et des moyens de les satisfaire**.

Ces besoins sociaux se sont d'ores et déjà accrus dans les régions en développement et ils

¹ La "surpopulation" est une notion relative dans l'espace et dans le temps.

² Mais le vieillissement de la population suscite de grands choix de société dans le monde à plus ou moins brève échéance, nous examinerons ce phénomène qui se généralise dans un autre volet de notre réflexion.

continueront à croître.

La dynamique de la croissance démographique exerce une **forte influence sur la demande d'aliments, de service d'éducation, de santé, d'emplois, de logements et d'autres besoins sociaux**. Ces indicateurs sont développés ci-dessous.

5.1. Relations entre pression démographique, ressources agricoles et halieutiques et demande d'aliments³

La demande d'aliments a déjà été multipliée plusieurs fois et continuera à l'être dans les pays les plus pauvres dont les populations vont doubler dans les prochaines décennies.

Bien évidemment la croissance démographique n'est pas la seule cause de difficultés d'accès à l'alimentation. Le réchauffement de la planète rend plus aléatoire l'activité agricole compte tenu de la multiplication des sécheresses, inondations et cyclones.

- a. Pour répondre à la question des indicateurs, en d'autres termes à la question de la relation entre pression démographique et ressources agricoles, nous nous sommes référés à la superficie en prenant l'exemple de l'Afrique sub-saharienne qui composée d'une cinquantaine de pays de superficie on ne peut plus inégale, a été longtemps considérée comme sous-peuplée, disposant d'énormes espaces non occupés ou exploités.

L'Afrique est très diversement peuplée, avec des densités nationales de population allant de moins de 10 hab./km² (Niger, Mauritanie, Centrafrique, Gabon, Namibie, etc.) à près de 250 au Burundi et même près de 300 au Rwanda, la moyenne sub-saharienne s'élevant à 27.

Mais ces densités nationales cachent d'énormes inégalités internes aux pays. Au Bénin par exemple le département côtier de l'Atlantique où se situent la capitale et nombre d'activités économiques concentre à lui seul 25% de la population sur 3% du territoire, avec par ailleurs des densités rurales qui vont de 10 à 300 hab./km² selon la région. Au Kenya, 90% de la population vit sur 20% des terres. Au Burundi, certaines communes rurales dépassent les 350 hab./km², certaines collines en comptent plus de 700.

En fait, ces densités calculées classiquement (nombre d'habitants rapporté à la superficie totale) sont de piètres indicateurs de la relation entre pression démographique et ressources agricoles.

En recalculant les densités à partir des superficies de terres arables, la vision change totalement. La Mauritanie passe de 3 à 529 hab./km², le Sénégal de 48 à 391, le Kenya de 53 à 676, la Somalie de 14 à 817. Donc **en termes de terres utilisées ou cultivables, on est loin d'une Afrique sous-peuplée !⁴**

- b. La demande alimentaire mondiale ne cessant de croître et vu les réelles difficultés existant pour augmenter l'offre alimentaire, il est essentiel de se poser la question de savoir comment nourrir 9 milliards d'habitants ? En matière d'alimentation mondiale, le XXI^{ème} siècle a commencé en 2007 où nous sommes passés d'une situation d'abondance (pour certains pays seulement, certes) à une situation de manque (léger excédent de la demande mondiale sur l'offre).

Nombreux pays d'Afrique et d'Asie économiquement dépendants souffrent de sous-alimentation et de famines chroniques, maux jadis communs en Europe mais ici amplifiés par une forte

³ Voir annexe I

⁴ Voir annexe II

surcharge démographique.

La consommation alimentaire mondiale augmente de 2% l'an et déjà de 1,2% au titre de l'augmentation de la population, puis davantage compte tenu de l'accès progressif de centaines de millions de nouveaux consommateurs (Chine, Inde) à la viande et aux produits carnés et laitiers. Or, il faut entre 4 à 10 protéines végétales pour produire 1 protéine animale.

Ainsi, le marché des céréales s'en trouve désorganisé, entraînant la flambée des prix alimentaires et provoquant des émeutes de la faim⁵ dans certaines populations d'Afrique et d'Asie dont la part de l'alimentation avoisine 75% de leur budget total contre 15% dans les populations plus aisées.

La baisse des nappes phréatiques est un problème considérable sur l'ensemble de la planète. L'agriculture est une des plus grosse consommatrice d'eau douce de la planète (80% de la consommation totale dans les pays en développement, contre 40% dans les pays de l'OCDE). Or, les changements climatiques entraînent des modifications de pluviométrie.

Actuellement 700 millions de personnes réparties dans plus de 40 pays, vivent en dessous du seuil de stress hydrique (rapport entre les volumes d'eau douce disponible et volumes nécessaires à l'homme). Mais d'ici 2025, ils pourraient être 3 milliards, le phénomène s'intensifiant en Afrique sub-saharienne, en Chine et en Inde. Pire, 1,8 milliard d'individus pourraient être confrontés à une situation de rareté absolue de l'eau, à cette échéance. Et cependant, 2 millions de tonnes de déchets continuent à être quotidiennement rejetés sur la planète polluant 12.000 km³ d'eau douce...

Face au défi environnemental, les biocarburants sont devenus une alternative à l'or noir détournant des terres de la chaîne alimentaire et mettant à mal l'alimentation des pays en voie de développement.

Au bout de la chaîne, la production peine à suivre.

- c. La question du développement des agricultures dans le monde est au cœur de l'avenir de sociétés largement organisées et structurées à partir du monde agricole. L'agriculture a la lourde tâche de nourrir toute la population mondiale dans les meilleures conditions possibles (en veillant aux besoins immédiats et à la santé à plus long terme) et de fournir un emploi et des moyens de subsistance à des milliards de paysans. Mais elle a aussi pour mission de fixer le carbone en excès dans l'atmosphère et de régénérer l'oxygène, de préserver la qualité de l'eau, la biodiversité et les paysages protégés des constructions urbaines à tout-va.

Pour supprimer la malnutrition et la faim, il faudrait augmenter la production mondiale de 30% et la doubler pour faire face à l'augmentation prévue de la population mondiale à l'horizon 2050 (sur base d'une ration alimentaire de 2425 k/cal).

Certes, la révolution verte qui a permis d'éliminer le spectre de la faim en Europe et de nourrir des milliards d'Asiatiques arrive au bout de ce qu'elle peut donner. On a très fortement augmenté la productivité au XX^{ème} siècle mais en consommant quatre fois plus de terres, d'eau, d'énergie et de chimie et on a systématiquement détruit tous les soutiens à l'agriculture vivrière, dans la plupart des pays du tiers monde, en affirmant que certains pays disposeraient indéfiniment de surplus à bas prix pour nourrir leurs villes, dans un marché mondial ouvert. Or, dernièrement, le riz thaïlandais, le blé australien entre autres et le maïs américain se sont largement retirés des

⁵ Aujourd'hui encore, la disponibilité alimentaire est passée de 2500 à 3000 kcal/jour/habitant mais elle est très inégalement répartie et 850 millions d'humains sont sous-alimentés.

marchés mondiaux, provoquant des famines dans certains pays dépendants.

On doit prendre cette alerte au sérieux et trouver des solutions si on veut inverser une tendance susceptible de mener à des conflits causés par la pénurie alimentaire.

Dans les pays à forte productivité inventer une révolution doublement verte, à haute intensité environnementale, qui permet d'augmenter de nouveau la productivité mais en ponctionnant moins la planète (en particulier en s'appuyant sur les processus biologiques pour réaliser par la biodiversité, les associations de plantes et les animaux, ce que l'on réalisait autrefois par la chimie, la mécanique et l'énergie et sur notre meilleure maîtrise des gènes).

Et dans les pays du tiers monde, réinvestir très fortement en renvoyant des techniciens agricoles, de la petite mécanique, de l'entretien des systèmes d'irrigation, du micro-crédit, des engrais, des semences, des moyens de stockage, tout ce qui fait que des paysans arriveront à se nourrir eux-mêmes. Il s'agit aussi qu'ils puissent se protéger des concurrences extérieures et donc fermer leurs frontières pour protéger cet effort.

Enfin, il convient que les pays développés ne gaspillent plus et consomment moins de viande.

Toutefois, il ne faut pas pour autant se tourner, de façon inconsidérée, vers les produits de la mer dont les ressources s'épuisent. Certaines espèces de poissons et de mammifères sont actuellement en voie d'extinction. Cette surexploitation des océans menace les écosystèmes marins voire probablement nous-mêmes.

Il nous appartient dès lors de prendre les mesures les plus judicieuses de gestion des ressources halieutiques, notamment sur les méthodes de pêche et les quotas, afin de trouver « la » solution durable et efficace, tout en apportant, au besoin, une aide aux pays en voie de développement.

5.2. Relations entre pression démographique, indicateurs de développement humain et de pauvreté

La demande de soins de santé de base et d'éducation primaire croît à un rythme rapide depuis quelques décennies!

Approcher la problématique en termes de besoins essentiels, de droits à une vie décente, de participation à la vie sociale implique que nous fassions référence à ce 1er grand indicateur alternatif international à l'indicateur de croissance économique (PIB) qu'est l'IDH⁶.

L'IDH indicateur du développement humain du PNUD est la moyenne de trois indicateurs: le PIB par habitant (exprimé en parité de pouvoir d'achat et qui représente la possibilité de bénéficier d'un niveau de vie décent), l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'instruction⁷.

La relation étroite entre l'IDH et la fécondité a été mise en évidence.

Plus le développement humain est important, plus la situation sanitaire des pays est bonne, plus la croissance démographique est faible.

En d'autres termes, **aucun ou fort peu de pays n'a réalisé sa transition démographique sans**

⁶ Complété par l'IPF indicateur de participation des femmes à la vie économique et politique. Cet indicateur corrige l'IDH en tenant compte des inégalités entre hommes et femmes

⁷ Voir annexe III

**recul de la pauvreté humaine et sans transition sanitaire.
Pas de transition de la fécondité sans progrès socio-économiques et sanitaires.**

La dizaine de pays les plus pauvres d'Afrique sub-saharienne ont tous des fécondités supérieures à 6 enfants par femme, alors que dans les 6 ou 7 pays les plus "développés" elles se situent de 2,2 à 3,9 enfants. Plus le niveau de vie est bas, plus le nombre d'enfants est élevé (stratégie de survie)⁸. L'inverse est vrai pour les pays les plus riches. Les deux facteurs en faveur d'une plus forte fécondité sont essentiellement l'âge du mariage et l'absence ou une moindre pratique de la contraception moderne.

Dans son rapport de 1997, sur le développement humain, le PNUD écrit : « *La pauvreté signifie une privation de possibilités de choix et d'opportunités qui permettraient aux individus de mener une vie décente. La pauvreté peut signifier davantage que l'absence de ce qui est nécessaire au bien-être matériel. La pauvreté c'est la négation des opportunités et des possibilités de choix les plus essentielles au développement humain : longévité, santé, créativité, mais aussi conditions de vie décentes, liberté, dignité, respect de soi-même et d'autrui.* »

La pauvreté humaine n'est donc pas un phénomène purement économique, elle est multidimensionnelle à la fois monétaire, sociale (éducation) et sanitaire (espérance de vie, accès aux services, etc.).

Selon ce rapport du PNUD, globalement bien des progrès sociaux, éducatifs et sanitaires ont été réalisés depuis 1950 dans les pays du Sud. La pauvreté y a reculé davantage dans la 2^{ème} moitié du XX^{ème} siècle que pendant les cinq siècles précédents et ce dans pratiquement tous les pays du globe.

Dans la dernière décennie du siècle dernier, il y a eu un léger recul de la pauvreté monétaire au niveau mondial puisqu'elle est passée de 28 à 23% mais elle est encore énorme puisque près d'un habitant sur 4 d'un pays du Sud ou de l'Europe de l'Est vit avec moins d'un dollar par jour. Cette pauvreté extrême a surtout reculé en Asie de l'Est avec le poids de la Chine (de 27 à 15%), fort peu en Asie du Sud (elle est à 40%). Quant à l'Afrique sub-saharienne, elle stagne avec près de la moitié de sa population dans l'extrême pauvreté.

Et si nous changeons de ligne de pauvreté (donc d'indicateur)⁹ en passant de l'extrême pauvreté (moins de 1\$) à une pauvreté certaine (moins de 2\$), les situations s'aggravent terriblement puisque dans le monde en développement, on passe de 23 à 56% de pauvres, en Afrique sub-saharienne de 48 à 78% et en Asie du Sud de 40 à 84%.

Mais la tendance planétaire de léger recul de la pauvreté monétaire cache de grandes inégalités régionales. Il n'y a qu'en Asie de l'Est avec le poids important de la Chine que les pauvretés et extrême pauvreté reculent en nombre absolu. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, elles augmentent.

Sans approfondir la question à ce niveau de notre échange puisqu'un chapitre de ce rapport sera

⁸ Les populations les plus déshéritées ont de nombreux enfants à la fois parce qu'ils sont pauvres et parce qu'ils essaient d'échapper à la pauvreté.

⁹ Aujourd'hui, dans un souci de comparabilité dans l'espace et le temps, la Banque mondiale propose deux seuils, établis à partir des seuils nationaux mais convertis en parité de pouvoir d'achat (PPA) :

- la pauvreté absolue : vivre avec moins de 1\$ ou 2\$ par jour ;
- la pauvreté relative est celle qui tient compte des ressources requises et des niveaux de vie minima acceptés dans un pays ou une région. Pour la calculer, il s'agit d'examiner la proportion de la population vivant avec moins d'1/3 de la consommation nationale par habitant.

consacré à la révolution urbaine, observons cependant la montée de la pauvreté urbaine, alors que pendant longtemps la ville a été considérée comme source d'emplois, synonyme de bien-être, source de sécurité tant du point de vue économique que du point de vue social (éducation, logement). Mais avec entre autres, le rythme rapide de l'urbanisation, les crises financières et économiques, les choses ont bien changé. Et dans tout pays, les villes sont de plus en plus concernées par la pauvreté

Selon le rapport du suivi mondial (RSM) la grande majorité des pays n'atteindrait pas la plupart des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Notons cependant que le premier objectif, qui est de réduire de moitié la pauvreté entre 1990 et 2015, serait sans doute atteint au niveau mondial (grâce aux pays asiatiques) mais l'Afrique subsaharienne resterait loin du compte comme l'atteste le tableau de l'annexe n° 4¹⁰. Par ailleurs, des retards seraient considérables au regard des objectifs d'ordre sanitaire et environnemental. Rares seraient les régions qui atteindraient les objectifs de réduction de la mortalité infantile.

Le PNUD propose deux indicateurs de pauvreté humaine¹¹, l'un pour les pays en développement IPH-1 et l'autre pour les pays de l'OCDE IPH-2 .

Alors que l'IDH mesure le niveau moyen atteint par un pays donné, l'IPH-1 s'attache aux carences ou manques observables dans les trois dimensions fondamentales envisagées par l'IDH :

- vivre longtemps et en bonne santé : risque de décéder à un âge relativement précoce exprimé par la probabilité à la naissance de ne pas atteindre 40 ans ;
- acquérir un savoir et une instruction : exclusion du monde de la lecture et des communications exprimée par le taux d'analphabétisme des adultes ;
- disposer d'un niveau de vie décent : impossibilité d'accéder à ce que procure l'économie dans son ensemble exprimée par le pourcentage de la population privée d'accès aux services de santé et privée d'accès à des points d'eau aménagés et par le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale.

Pour les pays développés, l'IPH-2 tient compte de quatre variables auxquels le PNUD accorde le même poids: probabilité de décéder avant 60 ans, illettrisme, pourcentage de personnes en deçà du seuil de pauvreté monétaire , pourcentage de chômeurs de longue durée ou exclusion.¹²

Les indicateurs du PNUD font l'objet de critiques par exemple parce qu'ils donnent le même poids à chaque indice composant l'IDH.

D'autres indicateurs sont donc apparus tel le BIP, Baromètre des inégalités et de la pauvreté qui regroupe des critères de santé, d'éducation, de chômage, de pauvreté et d'inégalités...c'est une sorte de résumé des grands problèmes sociaux. Pour faire bref, les nouvelles méthodes utilisées tentent de prendre en compte les dimensions économiques, sociales et environnementales en un mot le bien-être économique !

5.3 Relations entre pression démographique, problèmes sociaux et migrations

Le chômage n'est pas seulement inquiétant dans les pays développés, surtout depuis la crise, il est

¹⁰ V. Annexe IV

¹¹ IDH = Indicateur de développement humain
IPH = Indicateur de pauvreté humaine

¹² Même si les indicateurs du PNUD ont remis en question la domination politique du PIB dans la mesure de la richesse des nations, ils ont fait aussi l'objet de vives critiques !

aussi un problème persistant des pays en développement.

Les secteurs modernes des économies de ces pays ne peuvent pas absorber les nouveaux actifs et il en résulte diverses formes d'organisation non structurée des travailleurs.

Même s'il est évident que la croissance démographique ne constitue pas la seule cause des problèmes sociaux, il n'en est pas moins vrai que les pays en développement n'ont pas facile. **Les économies devront en effet s'y développer à des taux plus élevés que ceux de l'accroissement démographique pour répondre à la demande croissante de travail due au nombre toujours croissant de nouveaux actifs.**

Les déséquilibres démographiques pourraient entraîner des **migrations massives non maîtrisées** des pays en développement vers les pays industrialisés et menacer de ce fait la cohésion sociale et la solidarité internationale¹³.

5.4. Relations entre pression démographique et environnement

Les problèmes posés par la pérennité de l'environnement et l'utilisation des ressources sont en rapport étroit avec l'accroissement démographique et la pauvreté dans les pays en développement, de même qu'avec les habitudes de consommation et de gaspillage des pays riches.

Désormais, on s'accorde à reconnaître deux grandes origines à la dégradation de l'environnement mondial: d'une part le modèle de croissance économique des pays du Nord et de quelques enclaves au Sud, d'autre part, la pauvreté d'une grande partie du Sud.

D'un côté on produit, on transporte, on consomme l'essentiel de l'énergie mondiale, on est responsable d'une grande partie des problèmes de pollution des mers, d'ozone, d'acidification ou de réchauffement de l'atmosphère. De l'autre, on lutte pour sa survie quotidienne en déboisant, en dégradant les sols, en développant certaines cultures et de l'élevage qui ne sont pas sans conséquences non plus sur l'effet de serre, ou encore certaines industries polluantes dont on ne voudrait plus au Nord.

Tout se passe comme si, en simplifiant, d'un côté on sacrifie la durabilité pour un profit et un plaisir maxima et immédiats, et de l'autre on surexploite, pour survivre, les ressources naturelles disponibles.

Comme le rappelle le rapport Brundtland, la pauvreté est en grande partie un effet et une cause de dégradation de l'environnement. Quand en plus la croissance démographique est rapide, on peut en arriver à conclure comme le FNUAP¹⁴ que "pays développés ou en développement, plus il y aura d'être humain, plus il y aura de pollution"

Mais ne précipitons pas le raisonnement en attribuant à un facteur aggravant (qu'est la croissance démographique) ce qui relève de facteurs de fond (modèle économique, pauvreté, inégalités Nord Sud).

Aucune étude quantitative ne permet d'affirmer que "la destruction écologique de la planète ne dépend que du nombre absolu de personnes qui y vivent"¹⁵, que la croissance démographique est la

¹³ Les migrations ayant fait l'objet d'examen approfondis tant à l'Assemblée régionale Europe qu'à l'APF, nous nous référons aux résolutions y adoptées.

¹⁴ FNUAP: Fonds des Nations Unies pour la Population

¹⁵ Keyfitz

première responsable des dégâts actuels et qu'elle le sera aussi demain.

“Cela dit, avec un fait certain pour l'avenir, c'est-à-dire le poids croissant de la population des pays pauvres dans la population mondiale et avec une hypothèse probable à savoir le revenu et la consommation augmenteront au moins en absolu dans l'ensemble du Sud, on en arrive à une autre certitude: la part de la responsabilité des pays pauvres dans la détérioration de l'environnement global ira croissante au cours des quarante prochaines années.

Cela ne signifie pas que le Sud est et sera LE responsable des problèmes planétaires, loin s'en faut, mais que l'action combinée des croissances de sa population et de ses productions et consommations conduira simplement à un plus grand partage de responsabilités.

A moins qu'on ait un changement fondamental dans les technologies utilisées et dans les habitudes de vie, à moins que l'on s'écarte du modèle occidental”¹⁶

Mais l'envie, les possibilités financières et techniques existent-elles ?

Aujourd'hui, on en est à un partage de responsabilité d'environ 30/70 entre respectivement le Sud et le Nord, on en sera sans doute estime Dominique Tabutin, vers les 50/50, vers 2050.

La modification de la biosphère participe de nos modèles de production, de nos modes de vie, de ce que nous faisons de la nature mais le dommage total est lié au nombre d'êtres humains accédant à la richesse ou demeurant dans la pauvreté.

Démographiquement, le Nord stagne, technologiquement il peut s'améliorer (il en a les possibilités financières et techniques mais restent la volonté politique et les mentalités)

Au Sud, on pourrait essayer de limiter les dommages en diminuant le nombre d'hommes diraient les Malthusiens, en freinant l'urbanisation sauvage, en développant des programmes localisés de sauvegarde de l'environnement...En réalité, agir de la sorte ce n'est que s'attaquer qu'au haut de l'iceberg, ce qu'il faut sans doute. Mais la racine du mal c'est le sous-développement et les inégalités régionales qui vont s'aggraver pour une bonne partie de l'humanité dans les décennies qui arrivent.

On ne pourra réduire les conséquences écologiques de la pauvreté qu'en s'attaquant en toute priorité à la pauvreté elle-même dont la fécondité élevée des populations n'est qu'une composante.

Une politique démographique sans véritable développement social et économique ne peut avoir qu'un effet mineur et lent.

L'ampleur et la complexité des problèmes en jeu appellent à la transdisciplinarité, au dialogue, à la concertation entre décideurs mais aussi entre décideurs et chercheurs, deux mondes qui trop souvent s'ignorent!

6. La nécessité d'envisager les interactions du système démographique avec les autres composantes du développement

Examiner la révolution démographique suscite de vifs débats où s'entremêlent idéologie, sciences, simplisme argumentaire et technicité.

¹⁶ Dominique Tabutin

Face à l'expression des positions malthusiennes¹⁷ et anti-malthusiennes¹⁸, votre rapporteur a eu la volonté d'apporter dans ce chapitre du rapport, des nuances, en tentant de démontrer la complexité des relations population-développement ou encore population-environnement. Car en définitive, être plus ou moins malthusien ou anti-malthusien, autrement dit avoir une façon fort différente d'aborder et de réfléchir les problèmes n'est pas sans conséquences sur les choix politiques et les priorités en matière d'action que nous pourrions retenir, pour accéder au développement durable.

Quittons cette dichotomie pro et anti-Malthus et envisageons le système démographique dans ses interactions complexes et non univoques avec les autres composantes du développement.

La pression démographique n'est pas la cause principale et directe du sous-développement mais elle est un frein supplémentaire au progrès et à la dynamique de changement, parfois même un facteur accélérateur de régression économique et sociale.

La racine du mal est essentiellement la pauvreté qui est à la fois cause et conséquence des fortes fécondités et par là des croissances démographiques rapides.

La démographie n'est plus qu'une cause immédiate qui à court terme aggrave tous les problèmes. On en arrive à un cercle vicieux de causalités réciproques et complexes entre accroissement démographique, forte fécondité, pauvreté et stagnation économique.

Les recettes faciles, immédiates et universelles telles le contraceptif sont obsolètes! On en arrive à une triple urgence d'actions : la lutte contre la pauvreté, la planification familiale et la protection de l'environnement. C'est la position actuelle et officielle de nombre d'agences internationales de développement comme le FNUAP, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement ou la Banque mondiale et de nombre de chercheurs en sciences sociales.

Il y a nécessité impérieuse pour une action visant à modérer l'accroissement démographique car même s'il n'est pas toujours la cause ultime de la pauvreté, il peut saper radicalement l'aptitude d'un pays à mettre en valeur son capital humain.

¹⁷ Le courant malthusien dominant dans l'après-guerre et toujours vivace considère que l'explosion démographique est le coupable, l'obstacle au développement économique des pays en développement; le remède est donc simple : diminuer la fécondité.

¹⁸ Le courant anti-malthusien postule un effet neutre de la croissance démographique sur le développement économique. Les causes du sous-développement sont ailleurs : pauvreté, inégalités, relations Nord/Sud, inadéquation technologiques, politiques agricoles, biais urbain, régimes politiques etc.

III. LA REVOLUTION GRISE

1. Du vieillissement à la croissance démographique: données générales du contexte mondial en pleine mutation

Dans le premier chapitre de ce rapport qui porte sur la croissance démographique, nous soulignons que la population mondiale s'accroîtra de 2,5 milliards d'ici 2050, passant de 6,7 milliards à l'heure actuelle à 9,2 milliards. Cet accroissement sera absorbé principalement par les régions les moins développées ; celles-ci passant de 5,4 milliards à 7,9 milliards en 2050 alors que les régions développées resteront stabilisées autour de 1,2 milliard.

Abordant dans ce second chapitre le vieillissement démographique, nous constaterons que le vieillissement de la population est une des causes de la croissance démographique.

Le sujet du vieillissement démographique, ses causes et ses implications sociétales est un vaste et complexe sujet qui concerne d'ores et déjà les pays dits développés et qui dans un avenir à moyen terme concernera aussi les pays qu'on appelle « en voie de développement ». C'est pourquoi, pour l'aborder, la commission politique a décidé, en sa réunion de Dakar en juillet 2010, de faire appel à un démographe émanant du département des sciences de la population et du développement de l'Université Catholique de Louvain, Mme Ester Rizzi¹⁹.

Son intervention étant reprise en annexe, nous ne rappellerons ci-dessous que quelques notions et données explicitées par l'expert et nous faisons choix de souligner les questions qui nous interpellent particulièrement comme représentants des peuples de la Francophonie en vue de l'adoption éventuelle d'une résolution.

A la base de nos réflexions soumises à débat, figure notamment un rapport de l'ONU intitulé, « Révision 2006 ». Celui-ci souligne que le déclin de la fertilité et la longévité croissante conduiront à un vieillissement rapide de la population d'un nombre de plus en plus grand de pays, notamment dans la tranche des plus de 60 ans.

Actuellement, il y a 629 millions de personnes âgées de plus de 60 ans dans le monde, c'est-à-dire trois fois plus qu'il y a 50 ans. Et en 2050, elles seront 2 milliards dont 20% de plus de 80 ans.

L'augmentation sera la plus marquée et la plus rapide dans les pays en développement où la population âgée devrait quadrupler en seulement 40 ans. C'est dans les pays en développement que seront concentrés 80% de la population âgée mondiale.

La croissance démographique ne devrait-elle donc rien à la natalité (dont les taux s'effondrent dans tous les pays, ceux en développement inclus) mais bien à l'augmentation du nombre de personnes âgées?

¹⁹ Voir annexe V

2. La vieillesse: une construction sociale, un concept culturel voué à être revisité

La plupart des études démographiques sur le vieillissement de la population émanent d'experts appartenant à la culture occidentale et sont basées sur des concepts adaptés à des réalités spécifiques : celles de l'Occident.

Or, les spécificités culturelles montrent les limites du concept de « vieillesse » *au sens occidental* du terme, c'est-à-dire en tant que catégorie sociale particulière et ce, tant dans la société occidentale elle-même, dont il est originaire, que dans sa transposition à d'autres cultures.

Des études menées en Afrique montrent que le concept de vieillesse, entendu dans le sens de catégorie démographique et économique, définie par un seuil d'âge qui est déterminé par la sortie du monde du travail, n'existe pas en Afrique. En Afrique disent les Africains, « il n'y a pas de vieux, il y a des aînés ».

Adapter les sociétés à un monde vieillissant, exige, me semble-t-il, de revisiter les archétypes, les modes de pensée et les croyances établies et ce quelle que soit la réalité vécue par chaque formation économique et sociale.

Vieux ne veut pas nécessairement dire « pauvre, dépendant, près de la mort ». La vieillesse est un processus normal de vie depuis la conception jusqu'au dernier souffle quel que soit l'âge auquel on meurt. Le monde change et implique que nous nous posions la question de savoir comment nous envisageons la société de demain? Allons-nous continuer à organiser la société comme au 20ème siècle en poursuivant simplement les scénarios d'organisation dessinés à l'époque ou allons-nous nous tourner résolument vers l'avenir en développant de nouvelles valeurs plus respectueuses de l'être humain et de son devenir? Telle est la question qui nous paraît essentielle!

3. L'augmentation de l'espérance de vie dans de nombreuses régions du monde, véritable réussite de l'humanité, éveille les consciences

Face à cette nouvelle évolution, l'APF, en conformité avec les valeurs de solidarité, de développement, de prévention de la pauvreté prônées par la Francophonie, prendrait ses responsabilités en décidant de créer des alliances en vue de construire avec tous les acteurs concernés (société civile, secteurs publics, privés et associatifs), une société pour tous les âges.

Il revient en effet à nos sociétés, sans exception, de préparer et d'intérioriser les mutations démographiques, ce qui est d'autant moins facile lorsqu'elles sont concomitantes à d'autres défis. Celui de la concentration des populations qui posera, comme nous l'examinerons ultérieurement, la question de savoir si les structures familiales sur lesquelles comptent nombre d'aînés, ne seront pas modifiées, par l'exode rural, dans le sens de la nucléarisation.

La jeunesse qui caractérise en outre, la population des pays en voie de développement risque d'une part d' éloigner aujourd'hui toute préoccupation se rapportant au vieillissement démographique en tant que phénomène collectif donc à la prise en charge des personnes âgées et d'autre part de

pousser les pouvoirs politiques à se préoccuper du problème de la jeunesse plutôt que de celui de la vieillesse. Or, un défi n'en chasse pas un autre.

Quant aux pays développés, la modification de leur pyramide des âges et le changement de ratio entre population active et inactive posent un questionnement en matière de ressources et de viabilité de leurs systèmes de protection sociale. En Occident, les dispositifs de retraite fonctionnent comme des normes d'âge et scandent les cycles de vie. Bien des siècles sont passés, les progrès de la médecine et de la santé publique ont énormément accru l'espérance de vie, les structures des familles ont changé, la scolarisation se prolonge, la vie active débute plus tardivement et pourtant le schéma des trois âges de la vie (jeunesse, âge adulte, vieillesse) perdure de façon explicite ou implicite, alors qu'il n'est pas rare, avec le prolongement de la longévité que quatre voire cinq générations coexistent.

Mais la société post-industrielle, de l'information et des réseaux va brouiller les âges, introduire la flexibilité et créer plus de souplesse dans le parcours de la vie. Le parcours linéaire « formation-travail-pension » touche à sa fin.

En Occident, le parcours de la vie est en cours de déstandardisation tant sur le plan familial que professionnel. Le vieillissement représente un enjeu important et inéluctable pour les systèmes de protection sociale. Il est bien sûr susceptible d'influer sur les ressources de la protection sociale mais aussi sur les postes des retraites, de la santé, de la politique familiale et de la politique du logement.

Nous avons donc tous, sans exception, un questionnement collectif à poser, des options politiques à prendre: de quelle manière les temps sociaux, le travail, le non travail, tout au long du parcours des âges seront-ils redistribués pour assurer le bien-être des citoyens et le développement durable?

Le vieillissement de la population implique en effet, une redistribution des ressources et une révision des relations intergénérationnelles.

Le ratio de dépendance met en relation le nombre de personnes de plus de 60 ans et celui des 15-59 ans. Il est actuellement de 33% en Europe mais il atteindra 68% en 2050. En Asie et en Amérique latine, il passera de 15% à 42% triplant sur la période.

Vivant plus longtemps que les hommes, les femmes constituent la majorité des personnes âgées. Actuellement, (le nombre de femmes est de 70 millions supérieur au nombre d'hommes dans la tranche d'âge de 60 ans et plus) Parmi les personnes âgées de 80 ans ou plus, il y a presque deux fois plus de femmes que d'hommes et parmi les centenaires, les femmes sont entre 4 à 5 fois plus nombreuses que les hommes.

4. Parmi les enjeux principaux, le choix d'un modèle de société

Il est urgent de contribuer au changement des mentalités et d'avoir un autre regard sur le vieillissement.

L'ensemble des sociétés et l'ensemble des acteurs de celles-ci doivent s'adapter à cette nouvelle réalité sociologique unique dans l'histoire humaine.

L'accroissement de la longévité est à considérer comme un atout et une compétence dont les sociétés peuvent tirer profit plutôt que comme un poids ou une charge au travers notamment des coûts de santé ou de l'aggravation de la situation sanitaire. En vue de créer une société pour tous les âges, il devient indispensable de prendre en compte la diversité de leurs besoins spécifiques, de valoriser les compétences des aînés, de les prendre en considération dans les réflexions politiques et stratégiques.

En guise d'exemple de mise en oeuvre de ce principe, citons le projet de décret instaurant la Commission des Seniors de la Communauté française de Belgique (Doc. PCF N°195(2010-2011)1) qui vient d'être déposé ce 8 avril 2011, sur le Bureau du Parlement de la Communauté française. Il vise à affirmer et à valoriser le rôle des seniors dans la société. Il a pour objectif de favoriser la prise en considération des intérêts des seniors et leur participation à l'élaboration des politiques de la Communauté française. Pour ce faire, il propose de procéder à l'agrément d'une association sans but lucratif en tant que la Commission des Seniors de la Communauté française, après appel public à candidatures. Il s'agit de créer un organisme consultatif dont la principale mission est de remettre des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement ou de l'un de ses membres, sur les matières relevant des compétences de la Communauté française qui sont susceptibles de concerner les seniors. La Commission des Seniors est un organe de réflexion, de proposition et de sensibilisation. Dans le respect de la représentation équilibrée des tendances idéologiques et philosophiques, elle rassemble des associations développant leur action au bénéfice et avec les seniors reconnues pour leur expertise dans le domaine. La légitimité de la Commission des Seniors se fonde donc sur sa composition pluraliste et sa capacité à faire la synthèse des points de vue portés par les associations des seniors.

Ce projet de décret constitue un moyen parmi d'autres de permettre aux personnes âgées d'être acteurs de développement.

Il s'agit en effet que nos sociétés permettent, aux citoyens, personnes âgées incluses, d'être acteurs de développement, de rester des participants actifs à la vie familiale, professionnelle, politique, sociale et culturelle, bref à la vie de la collectivité.

Une vie harmonieuse entre les générations où chacun prend une part active à la société : tel est l'enjeu ou le modèle que nous vous proposons d'encourager.

Lorsque le vieillissement est considéré comme un résultat positif, l'utilisation des qualités humaines, de l'expérience et des ressources des groupes plus âgés est naturellement reconnue comme un atout pour la croissance de sociétés.

Il importe donc de placer le vieillissement parmi les questions de développement ainsi que dans les stratégies d'élimination de la pauvreté et de chercher à faire en sorte que tous les pays en développement participent pleinement à l'économie mondiale.

Le problème de la vieillesse ne peut être approché en dehors de la situation socioéconomique et sanitaire des intéressés, en dehors de la lutte contre la pauvreté que mène d'ores et déjà la Francophonie.

L'adaptation réussie au vieillissement de la population nous concerne tous et l'objectif doit être d'aboutir à une société pour les personnes de tous les âges. Les politiques en matière de vieillissement devraient reposer sur une vaste approche fondée sur la vie entière et sur l'ensemble de la société.

La Commission européenne s'accorde avec les Nations unies sur le fait qu'une plus grande prise de conscience à l'échelle mondiale est nécessaire pour relever les défis que le processus de vieillissement posera à l'ensemble de nos sociétés même si, selon le contexte socio-économique et culturel, les défis à relever sont spécifiques à chaque région.

Chacun s'accorde pour affirmer qu'au-delà des situations spécifiques à chaque État, il s'agit d'un des phénomènes qui aura le plus d'incidence sur le développement des sociétés sur le long terme.

Les grands défis communs que doivent relever l'Union européenne et ses États membres peuvent se synthétiser comme suit :

- faire face aux incidences économiques du vieillissement en vue de préserver la croissance et des finances publiques saines ;
- s'adapter à une main-d'œuvre qui vieillit et est moins nombreuse ;
- garantir des pensions appropriées, viables et adaptables ;
- garantir l'accès de tous à des soins de santé de qualité tout en préservant la viabilité financière des systèmes de soins de santé.

Selon le Rapport 2007 de l'ONU intitulé « Situation économique et sociale dans le monde » : *« La part de la population en âge de travailler va se réduire et la force de travail vieillir tandis que la proportion des personnes âgées continuera de croître partout dans le monde à des taux sans précédent. Toutefois, même s'ils sont de taille, les défis posés par le rapide vieillissement de la population sont gérables au travers de mesures bien ciblées qui n'auront pas besoin de drainer une part excessive des ressources disponibles. »*

Les pays en développement dont la population jeune continue de croître et notamment les pays à faibles revenus, verront une forte augmentation de leurs forces de travail jusqu'en 2050. Cette croissance pourrait ouvrir une fenêtre d'opportunités économiques de développement si les mesures requises sont appliquées.

Pour juguler les possibles conséquences négatives du vieillissement sur la croissance économique, les mesures tendant à stimuler la croissance de la productivité seront déterminantes. Dans la plupart des cas, l'amélioration de la productivité devrait s'accompagner d'autres mesures visant à contrôler l'érosion de la main-d'œuvre sous la forme d'une plus grande participation des femmes et des personnes âgées. L'Union européenne, par exemple, aurait à admettre dans ses frontières un flux constant de 13 millions de migrants chaque année sur les 50 prochaines années pour compenser l'augmentation du taux de dépendance des personnes âgées, le Japon et les États-Unis, 10 millions chacun.

Comme indiqué précédemment, en 2050, 80% de la population mondiale âgée de 60 ans et plus vivra dans les pays en développement, ce qui exigera notamment des mécanismes de protection financière pour que les conditions de vie des personnes âgées ne se détériorent pas.

Le nombre de personnes dépourvues de protection financière est estimé à 342 millions, rien que dans les pays en développement, et ce chiffre pourrait passer à 1,2 milliard si la couverture des systèmes de retraite actuels n'est pas élargie.

Même s'ils sont de taille, gardons à l'esprit que les défis posés par le rapide vieillissement de la population sont gérables au travers de mesures bien ciblées qui n'auront pas besoin de drainer une part excessive des ressources disponibles, conclut le rapport onusien.

5. Conclusions

L'augmentation de l'espérance de vie à la naissance, dans de nombreuses régions du monde est un des principaux acquis des temps modernes. Elle représente une opportunité pour l'ensemble des citoyens, de valoriser la transmission des expériences et le partage des compétences.

Il est vrai cependant que l'allongement de la durée de la vie constitue un grand défi auquel les sociétés devront s'adapter en changeant les mentalités et le regard qu'elles portent sur le vieillissement et en repensant ou en développant des systèmes de protection sociale, des services d'aide à la personne, des systèmes de retraite et de prise en charge de la dépendance.

Gérer le défi du vieillissement démographique implique de mener des politiques visant à garantir à tous les citoyens l'accès aux soins, le droit à la participation à la vie active et à l'opportunité de continuer à s'épanouir le plus longtemps possible. Pour que ce défi représente une opportunité, il est indispensable de prendre en compte la spécificité des problèmes liés aux âges élevés, en terme de santé d'autonomie, de risques de pauvreté et de solitude par la mise en œuvre de politiques intégrant le vieillissement parmi les questions de développement et de stratégies de lutte contre la pauvreté. Ces politiques centrales et transversales varient selon les pays et les régions.

Construire une société ouverte à tous les âges est l'objectif visé et pour l'atteindre, la croissance économique est un des moyens pour y parvenir.

La société ouverte à tous les âges respecterait le droit de vivre dans la dignité et faciliterait la participation de tous aux processus de décision. Prévenir la discrimination et l'exclusion sociale fondées sur l'âge devrait pouvoir également faire partie de nos priorités. Renforcer la solidarité entre les générations en mettant en œuvre des politiques d'aménagement du travail visant à concilier vie familiale et professionnelle mais également à soutenir les aidants familiaux permettrait de parvenir à un équilibre entre les divers groupes d'âge et entre les sexes.

IV. LA RÉVOLUTION URBAINE

Le rapport concernant les défis démographiques du XXI^{ème} siècle, commencé à Yaoundé, poursuivi à Dakar sur la révolution démographique et la surpopulation, s'est prolongé à Liège sur le thème du vieillissement de la population, véritable révolution grise et ses conséquences.

A Kinshasa, nous abordons le dernier chapitre de cette thématique en nous attachant à réfléchir sur la révolution urbaine.

1. Réflexion sur la ville, sur l'urbanisation de l'habitat humain

En 1800, la planète comportait un milliard d'habitants, dont l'immense majorité vivait hors des villes. En l'an 2000, c'est-à-dire seulement huit générations plus tard, la seule population urbaine frisait les trois milliards d'habitants, et dans cet ensemble près d'un demi-milliard d'êtres humains, soit l'équivalent de la population planétaire du 16^e siècle, vit dans des concentrations urbaines de plusieurs millions d'habitants. Chacune d'entre elles représente à elle toute seule l'équivalent de la population planétaire au début du néolithique, il y a 10.000 ans environ.

Composante de l'évolution récente peut-être moins souvent mise en évidence par les "environnementalistes" occidentaux que les progrès de la technique ou la hausse de la consommation de ressources naturelles, **l'urbanisation de la population** n'en est pas moins **l'une des caractéristiques majeures** des "*temps modernes*".

➤ **Comment définir une ville ? L'urbanisation ?**

Une ville est un ensemble de concepts minimaux qui permettent la vie d'un grand nombre de personnes²⁰.

Quels concepts sont liés à l'urbanisation ?

- la densité de population ;
- la gouvernance ;
- des politiques d'équipements, d'infrastructures, d'habitats ;
- la réflexion sur le développement durable, l'énergie, la pollution, la mobilité.

La densité de population ne suffit pas pour cerner l'urbanisation. Les seuils qui séparent le monde urbain du monde rural varient très sensiblement au niveau planétaire. Tandis que la France, l'Allemagne, Israël ou Cuba définissent la ville en retenant le seuil de 2000 habitants agglomérés, les États-Unis et le Mexique ont opté pour celui de 2500 habitants. La barre est parfois fixée plus bas : 200 habitants agglomérés suffisent en Suède pour parler d'unité urbaine et 1000 au Canada. À l'inverse, il faut 5000 habitants en Inde, en Autriche ou au Cameroun, 10000 habitants au Portugal ou en Jordanie, 40000 habitants en Corée du Sud et 50000 habitants au Japon. La définition quantitative de la ville a donc ses limites et requiert des critères moins formels.

La plupart des gouvernements définissent les établissements humains urbains en se basant sur un ou plusieurs critères dont le nombre de personnes, la densité de population et des facteurs économiques et sociaux – comme le nombre de personnes se livrant à des activités non liées au *secteur agricole* – *le statut administratif ou politique de la localité* – *capitale nationale, provinciale ou chef-lieu de district* – ou encore *la désignation adoptée par le recensement*²¹.

²⁰ Marc GOSSE, *Le Tiers-livre de l'Architecture*, 2011, Décoculture ASBL

²¹ HARDOY, J. MITLIN, D., and SATTERTHWAITTE, D. *Environmental problems in an urbanizing world – Finding*

- *Deux rapports* réalisés par le département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, l'un sur les perspectives de la population mondiale (révision de 2002), et l'autre sur les perspectives de l'urbanisation (révision de 2001), et à partir desquels sont construits les tableaux suivants, **permettent de se faire une idée suffisamment précise du développement de l'urbanisation et de la " mégalopolisation "** dans le monde au cours des cinquante dernières années et dans les dix prochaines années.

On prévoit en 2015 une population mondiale de 7,2 milliards d'êtres humains dont 3,9 milliards d'urbains (tableau 1). La population urbaine dans les pays en voie de développement (PVD) continue à augmenter fortement entre 2000 et 2015 (près de 2,7% par an, contre seulement moins de 0,4% pour les pays développés).

Tableau 1 - Evolution des populations totale et urbaine mondiales						
	Population (milliards d'habitants)				Accroissement annuel (%)	
	1950	1975	2000	2015	1950-2000	2000-2015
Monde / Régions	1950	1975	2000	2015	1950-2000	2000-2015
Population totale						
Monde	2,52	4,07	6,06	7,21	1,75	1,17
Pays développés	0,81	1,05	1,19	1,21	0,76	0,11
Pays en Voie de Dév.	1,71	3,02	4,87	5,99	2,10	1,39
(dont) Pays Moins Avancés	0,20	0,35	0,67	0,96	2,44	2,43
Population urbaine						
Monde	0,75	1,54	2,86	3,87	2,68	2,04
Pays développés	0,45	0,73	0,9	0,95	1,4	0,36
Pays en Voie de Dév.	0,3	0,81	1,96	2,92	3,73	2,69
(dont) Pays Moins Avancés	0,01	0,05	0,17	0,33	5,02	4,52

L'évolution de l'urbanisation

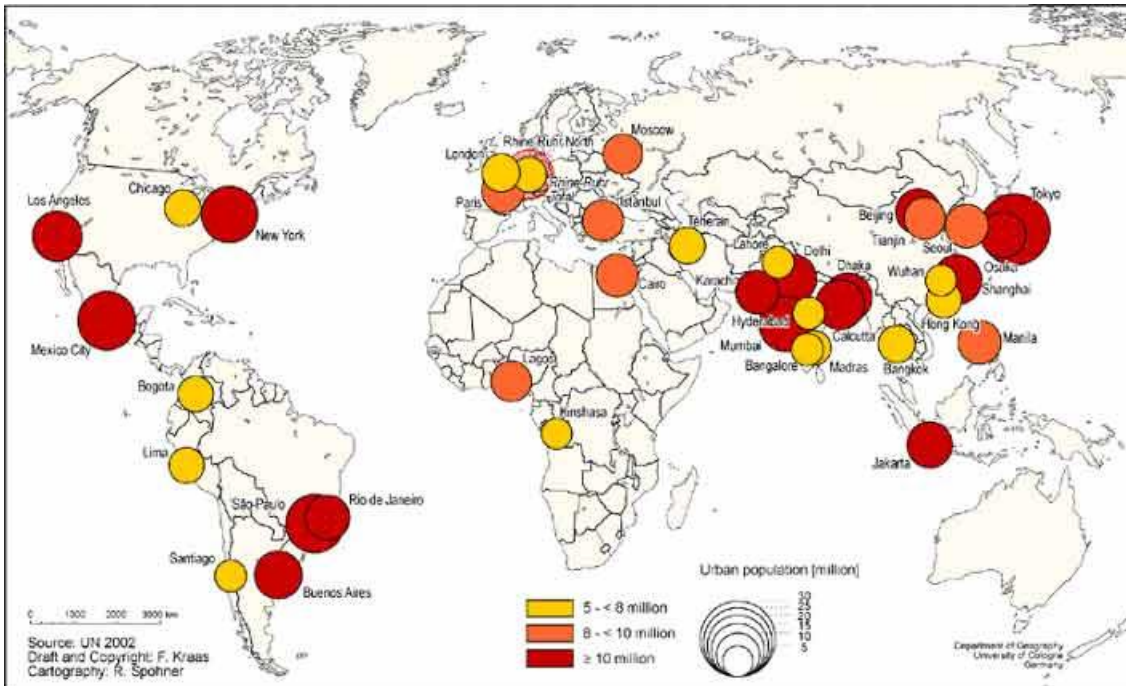
Tableau 2 - Population des très grandes agglomérations par rapport aux populations totales (en %)						
	Agglomérations > 10 M hab.		Agglomérations > 8 M hab.		Agglomérations > 5 M hab.	
	1975	2015	1975	2015	1975	2015
Monde / Régions						
Monde	1,7	4,7	3	6,2	4,8	8,4
Pays développés	3,4	5,9	6,8	7,4	9,2	9,6
Pays en Voie de Développement	1,1	4,5	1,7	6	3,2	8,1
(dont) Pays Moins Avancés	0	2,4	0	3,4	0	5,8

Tableau 3 - Population des très grandes agglomérations par rapport aux populations urbaines (en %)						
	Agglomérations > 10 M hab.		Agglomérations > 8 M hab.		Agglomérations > 5 M hab.	
	1975	2015	1975	2015	1975	2015
Monde / Régions						
Monde	4,4	8,8	7,9	11,6	12,7	15,6
Pays développés	4,9	7,5	9,7	9,4	13,3	12,2
Pays en Voie de Développement	4	9,2	6,2	12,3	12,1	16,7
(dont) Pays Moins Avancés	0	7	0	10	0	17

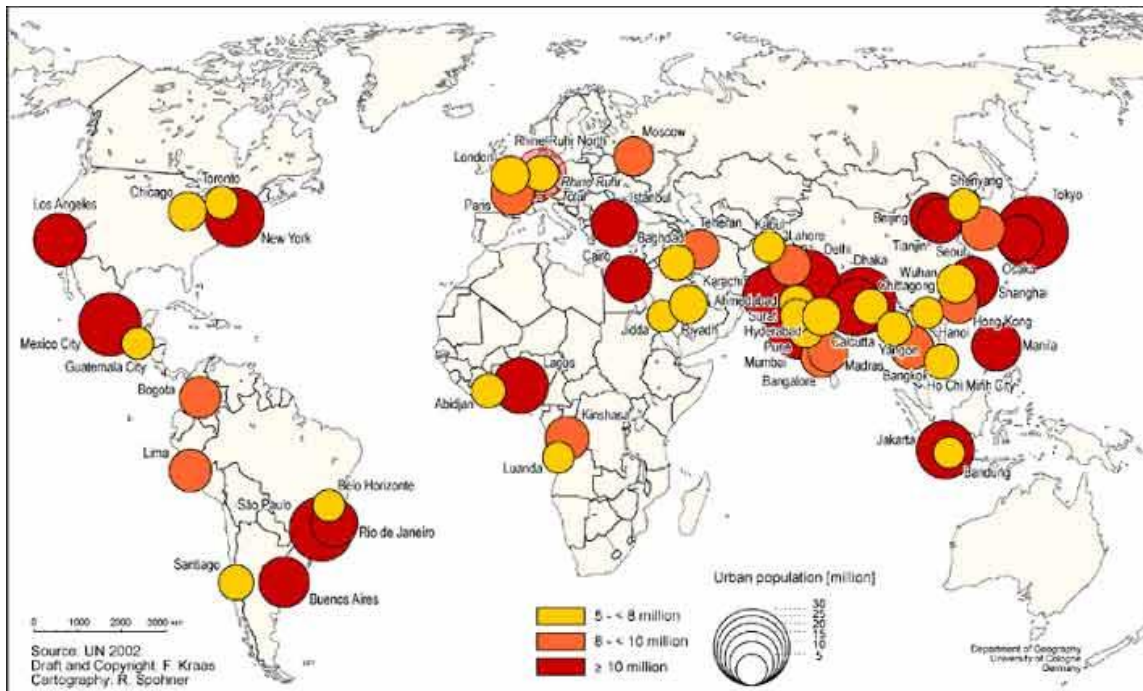
Si l'on considère les populations des très grandes agglomérations par rapport aux populations urbaines et non plus par rapport aux populations totales, on voit que les mégalo-**p**oles de plus de 8 millions d'habitants représenteront plus de 12% de la population urbaine des PVD en 2015, et celles de plus de 5 millions d'habitants près de 17%. L'accroissement de ces proportions est forcément encore plus impressionnant dans les PMA puisqu'ils ne comptaient aucune agglomération de plus de 5 millions d'habitants en 1975.

Jusque dans les années 50, les pays développés possèdent la majorité des très grandes agglomérations, dont la population tend aujourd'hui à plafonner, sinon à décroître. **Par contre, à partir de cette même période, le nombre et la taille des mégalo-**p**oles du Sud vont croître fortement.**

Les plus grandes agglomérations en 2000



...et en 2015



- Il n'en demeure pas moins que la croissance actuelle du nombre et de la taille des très grandes agglomérations soulève des questions essentielles relatives à leur gouvernance, à leur gestion et celle de leurs réseaux de biens et de services ainsi qu'à la prévention des risques auxquels elles sont exposées, à la pollution et à la paupérisation des populations.

➤ **Caractéristiques essentielles de l'urbanisation**

Bien que le développement des villes puisse parfois paraître anarchique, celles-ci ont toujours **une structure**. Toutes ont **un centre**, qui s'individualise par un paysage urbain particulier, qui draine quotidiennement des flux considérables de population et qui recèle une partie substantielle de la richesse nationale. D'un bout à l'autre de l'agglomération, le paysage et les fonctions changent. Ainsi, les banlieues aisées contrastent fortement avec les banlieues populaires, qui suscitent de plus en plus, un mal de vivre (le « *mal des banlieues* »).

La ville rassemble une population sur un espace limité, occupé par des constructions qui forment **un tissu continu**. Les activités y relèvent principalement **des secteurs secondaire et tertiaire**. La ville répond en outre à des besoins fondamentaux : permettre la **rencontre** des hommes et l'**échange** des produits et services.

Elle est aussi **un lieu de commandement politique et économique** en même temps que d'**influence culturelle** ; c'est de la ville-capitale que l'**État** contrôle le territoire qu'il administre et c'est elle qui concentre les symboles de son autorité. D'ailleurs, les capitales ont souvent une taille supérieure à celle des autres centres urbains. Cela s'explique par la tendance à **la centralisation**.

2. La ville, planification stratégique territoriale

➤ **Les villes polarisent l'espace.**

Elles constituent des pôles d'attraction, des centres de civilisation et des foyers d'**innovation**. Les moyens de communication modernes tissent des liaisons essentielles entre les villes les plus importantes.

Dans les pays en développement, **le concept de ville attire de plus en plus la population** et l'activité économique. C'est par excellence le cas du **Caire**, où l'on recense près de la moitié de la population urbaine égyptienne.

➤ L'urbanisation s'est accélérée lorsque la mondialisation a diffusé l'industrie et la technologie jusqu'aux confins de la planète. **Depuis le milieu du XX^{ème} siècle, le monde connaît une très forte accélération de l'urbanisation**, qui se traduit par l'accroissement de la population, de la taille et des activités des villes. A l'échelle planétaire, la croissance urbaine a atteint son point culminant pendant les années 1950, avec un rythme de progression démographique de plus de 3% par an. Au milieu du XXI^{ème} siècle, la population urbaine aura presque doublé.

➤ Aujourd'hui, plus d'un homme sur deux habite dans une ville et le taux d'urbanisation continue à augmenter partout dans le monde, mais à des rythmes différents. En 1999, le taux d'urbanisation dans le monde était de 45% et les prévisions suggèrent qu'en 2030, il sera de 56%. Bien que les pays industrialisés le soient déjà nettement plus – avec un taux d'urbanisation estimé à 75% en 2000 – **les zones urbaines des pays en développement connaissent une croissance nettement plus rapide et leur population est plus nombreuse.**

➤ **Les villes secondaires - leur rôle essentiel**

De plus, près de la moitié des citoyens vivent dans des villes de 100.000 à 500.000 habitants tandis que moins de 10% d'entre eux résident dans des *méga-villes* telles que définies par les Nations

Unies²², apparues initialement dans les pays développés (Londres, New-York), en raison de l'industrialisation. Aujourd'hui, c'est dans les pays en développement qu'elles se développent le plus²³. Toutefois, comme cela sera expliqué, ci-dessous, si l'explosion spectaculaire de ces mégapoles frappe d'abord et avant tout les esprits, elle ne suffit cependant pas à rendre compte de l'ampleur des processus d'urbanisation dans les pays en voie de développement. Ces « *hypervilles* » ne jouent qu'un rôle secondaire dans l'augmentation de la population urbaine. **Près des trois-quarts en effet de cette croissance démographique est le fait de villes secondaires**, moyennes et petites, voire d'agglomérations ou de bourgades de faible visibilité, pratiquement dépourvues de services et d'équipements adéquats.

C'est ainsi qu'en bien des endroits, de nouvelles configurations prennent la forme de méga-régions, de couloirs urbains et de villes régions, donnant naissance à un nouveau paysage et à une nouvelle hiérarchie urbaine. De même la périurbanisation encore appelée étalement urbain, mieux définie ci-après, est également en train de gagner du terrain dans le monde entier.

➤ **L'urbanisation selon les régions du globe**

Toutefois, l'on peut constater que la croissance urbaine n'est pas uniforme : **les tendances de l'urbanisation varient selon les régions du globe**. Alors que certaines villes connaissent une croissance rapide, d'autres voient leur population décliner.

Si entre 1995 et 2005, la population urbaine des pays en développement a augmenté en moyenne de 1,2 million de personnes par semaine, soit environ 165.000 personnes par jour, on estime qu'au milieu du XXI^{ème} siècle la population urbaine de ces pays aura plus que doublé passant de 2,5 milliards en 2009 à près de 5,2 milliards en 2050. Ainsi, les populations citadines de l'Afrique et l'Asie devraient s'élever d'ici 2050, respectivement à 62% et 65%. Pendant ce temps, en Europe, plus de la moitié de toutes les villes devraient enregistrer une diminution de leur population au cours des 20 prochaines années. **La quasi-totalité de la population urbaine au cours des 30 prochaines années aura lieu dans les villes des pays en développement.**

Dans les pays développés, la population urbaine devrait rester largement inchangée sur les deux prochaines décennies, passant de 920 millions de personnes en 2009 à un peu plus d'1 milliard en 2025, eu égard à l'immigration légale et clandestine représentant les 2/3 de cette progression. Sans cette immigration, la population citadine de ces pays à revenu élevé stagnerait, voire reculerait probablement dans les prochaines décennies.

➤ **A l'évidence, l'urbanisation constitue un enjeu majeur pour le XXI^{ème} siècle.** La relative stabilité de la croissance des villes dans nos pays développés ne doit toutefois pas faire oublier l'importance et le caractère inquiétant de l'explosion urbaine dans les pays en voie de développement. Ainsi, alors que dans les 10-15 prochaines années des villes comme Marrakech (Maroc) et Lagos²⁴ (Nigeria) devraient continuer de croître à un rythme annuel situé autour de 4% doublant ainsi leur population, d'autres villes situées dans les pays en développement devraient voir leur population décliner. Dans ces villes, les habitants partiront et laisseront derrière eux des maisons inoccupées, des commerces vacants, des infrastructures inutilisées et des quartiers à l'abandon.

²² Il s'agit de villes comptant plus de 10 millions d'habitants.

²³ 30 villes dans le monde comptabilisent plus de 10 millions d'habitants. Les villes de Mumbai (Bombay), Séoul, Mexico, New York en ont plus de 20 millions, lorsque Tokyo en compte plus de 37 millions.

²⁴ Lagos, la plus grande ville d'Afrique, devrait abriter en 2030 près de 23 millions d'êtres humains.

3. Analyse de l'essor de l'urbanisation et ses conséquences

a. Historique

Comme rappelé, ci-dessus, l'essor urbain tel que nous le connaissons aujourd'hui dans les pays développés est un phénomène relativement récent. Avant la révolution industrielle, la part de la population regroupée dans les villes était extrêmement réduite. De surcroît, le nombre de cités était limité et leurs dimensions étaient faibles. Les premières concentrations urbaines apparaissent dans un petit nombre de vallées fluviales qui permettent la culture et l'élevage : vers 350 av. J.C. en Mésopotamie, dans la vallée du Tigre et de l'Euphrate ; vers 3000 av. J.C. en Egypte dans la vallée du Nil ; vers 2000 av. J.C. en Inde, dans la vallée de l'Indus ; vers 1600 en Chine, en bordure du fleuve Jaune.

De rares cités antiques, regroupant jusqu'à 1 million d'habitants, devinrent de véritables métropoles : ce fut le cas de Babylone, d'Alexandrie, de Byzance et de Rome, qui devaient ce privilège aux immenses empires dont elles étaient le centre politique, administratif et économique.

Durant la révolution industrielle, l'augmentation de la productivité du travail entraîne un accroissement de la production totale et partant, une croissance démographique et une élévation du niveau de vie. La population urbaine se trouve multipliée par 10.

Bref, la plupart des villes des pays développés datent de plusieurs siècles. Elles sont nées du commerce (lieu d'échanges, carrefour de voies de communication) ou de l'industrie qui attire de la main d'œuvre. Celles qui ont en plus le statut de capitale ont connu un développement accéléré (Paris).

b. Toutefois, la situation des pays développés est originale : les villes n'attirent plus, même si les taux d'urbanisation sont partout élevés ; les villes connaissent des évolutions particulières, qui se caractérisent par l'essor des banlieues, lié au développement de l'automobile et des transports en commun. Les habitants recherchent de l'espace et un cadre de vie agréable, quitte à s'éloigner du centre-ville. **Ce phénomène de desserrement des villes s'appelle la périurbanisation.**

c. Par contre, **l'évolution des pays en voie de développement** est bien différente. En effet, le mouvement d'urbanisation y est en plein essor ; **la population des villes augmentant beaucoup plus vite que la population totale.** Cette très forte croissance est le reflet d'une **véritable explosion urbaine.**

Les villes des pays en voie de développement croissent largement de façon naturelle, c'est-à-dire par la différence entre les naissances et les décès. De plus, cette population est jeune : environ la moitié a moins de 15 ans. Les jeunes citadins feront à leur tour des enfants, contribuant à maintenir une forte croissance de la population de la ville. L'exode rural qui désigne l'installation en ville de populations originaires de la campagne, a cessé dans les pays industrialisés. En revanche, il est très fort dans le tiers-monde, où il contribue à accélérer la croissance urbaine : environ la moitié des nouveaux citadins sont issus de la campagne.

La croissance de la population urbaine dans les pays en voie de développement résulte ainsi principalement de trois **facteurs** :

- (1) l'exode rural et la migration en provenance d'autres zones urbaines ;
- (2) l'accroissement démographique naturel (naissance moins décès) chez les citadins ;

- (3) le reclassement de zones précédemment rurales en zones urbaines à la suite d'une concentration de population et du changement de leur caractère.

L'exode rural tend à jouer un rôle plus important que l'accroissement naturel de la population des zones urbaines lors des phases initiales de l'urbanisation d'un pays. Cet exode rend une population déjà fragilisée de plus en plus dépendante (notamment pour son alimentation) de l'importation.

Mais au fur et à mesure qu'une part plus importante de l'ensemble de la population vit dans les villes, l'accroissement démographique naturel finit par devenir plus important que la migration.

d. De plus, l'urbanisation du Sud s'est trouvée découplée de l'industrialisation, du progrès économique et plus largement du développement humain²⁵.

A quelques exceptions près, partout l'urbanisation s'est trouvée découplée de l'industrialisation, du progrès économique et, plus largement, du développement humain. L'exemple de l'Angola, du Congo (RDC), de la Tanzanie ou de la Côte d'Ivoire est paradigmatique : malgré des taux de récession de leur économie de 2 à 5% par an, ces pays ont connu durant la même période une croissance annuelle de leur population de 4 à 8% (Davis, 2006). En principe, ce ralentissement économique et la baisse subséquente de l'emploi et du revenu urbains auraient dû freiner, voire inverser les flux migratoires. Il n'en a rien été. Le déluge urbain s'est poursuivi entraînant dans son sillage son cortège de pauvreté et de bidonvilles, de sorte que l'« *urbanisation sans développement* » semble être devenue l'horizon borné des villes du tiers-monde.

Comme le souligne Laurent Delcourt²⁶, cette forme perverse d'urbanisation trouve en grande partie son origine et son explication dans une conjoncture mondiale particulière : la crise de la dette et la récession des années 1980. « *La longue période de récession mondiale qui s'installe au milieu des années 1970 est plus durement ressentie dans le Sud, qu'ailleurs. Les effets de la hausse des prix du pétrole combinés à la chute du prix des matières premières et à une inflation qui deviendra bientôt galopante, aggravées dans les zones rurales par des périodes de sécheresse prolongée et de graves crises alimentaires, précipitent les fragiles économies du tiers-monde dans une phase de déclin ou de stagnation. Parallèlement, avec la flambée des taux d'intérêt, les pays du Sud voient leur dette exploser* ».

Dans les campagnes, la dérégularisation du marché, la suppression des subsides, la promotion du secteur industriel agroexportateur, de même que l'importation de plus en plus massive de produits subsidiés en provenance du Nord, corrélative à l'élimination des barrières douanières et la chute des prix agricoles qui s'ensuit, accentuent la pression sur les populations les plus pauvres et provoquent un exode rural massif²⁷.

En d'autres termes, la forte concurrence des agricultures plus compétitives et la volatilité des prix, l'absence de modernisation des exportations et la dégradation de l'environnement chassent des millions de paysans pauvres vers les villes à la recherche de conditions de vie moins défavorables.

e. Au demeurant, l'urbanisation est un phénomène historiquement et géographiquement diversifié. A l'échelle des grandes régions du globe, **trois grandes situations** peuvent être

²⁵ L'exemple de l'Angola, du Congo (RDC), de la Tanzanie ou de la Côte d'Ivoire est paradigmatique : malgré des taux de récession de leur économie de 2 à 5% par an, ces pays ont connu durant la même période une croissance annuelle de leur population de 4 à 8%

²⁶ Explosion urbaine et mondialisation

²⁷ Alternatives Sud, 2002

repérées, en fonction de la combinaison du niveau d'urbanisation actuel et du taux de la croissance démographique naturelle :

- Les continents dans lesquels l'urbanisation est la plus ancienne et la plus avancée : l'Europe et l'Amérique du Nord qui ont des niveaux d'urbanisation voisins (de l'ordre de 75%) et qui, ayant des taux de croissance naturelle très faibles (ayant achevé leur transition démographique), connaissent des taux de croissance urbaine de l'ordre de ou inférieurs à 1% l'an ;
- L'Amérique latine où l'urbanisation est aussi avancée que dans le premier groupe mais où la croissance démographique reste soutenue et qui connaît un taux de croissance urbaine de l'ordre de 2% l'an²⁸ ;
- Les régions aujourd'hui les moins urbanisées : le Moyen-Orient, l'Asie (hors Japon) et l'Afrique où le niveau d'urbanisation est inférieur à 50% mais où, suivant que la croissance démographique est ralentie (Chine) ou qu'elle est forte (jusqu'à 3% l'an), le taux de croissance urbaine se situe entre 2,5% et 5% l'an. **La croissance urbaine la plus rapide se rencontre actuellement en Afrique** qui en 2009, a dépassé le seuil du milliard d'habitants, dont 395 millions (soit quelque 40%) vivaient dans des zones urbaines. En 2030, elle devrait cesser d'être majoritairement rurale²⁹. Déjà, d'énormes corridors urbains traversant l'Afrique sont les moteurs de la croissance économique.

f. Le rapport ONU-Habitat 2010 souligne les dimensions diverses qui sont celles de l'urbanisation en Afrique et fait quelques observations :

- **Le Caire**, avec 11 millions d'habitants, est toujours la plus grande agglomération du continent. Mais dès 2015, elle sera dépassée par Lagos (12,4 millions). En 2020, c'est Kinshasa, avec 12,7 millions d'habitants, qui à son tour dépassera Le Caire (12,5 millions). Luanda a récemment dépassé Alexandrie pour devenir la quatrième ville la plus peuplée d'Afrique, et sa population devrait dépasser les huit millions en 2040.
- Jusqu'à 2020, **Kinshasa** sera la ville dont la démographie va s'accroître le plus en chiffres absolus, avec quatre millions (46 pour cent de plus que la population de 2010, estimée à 8,7 millions). Elle est suivie par Lagos, qui dans le même temps va accueillir 3,5 millions d'habitants supplémentaires, soit une croissance de 33,8 pour cent. Pour sa part, Luanda peut s'attendre à une augmentation de 2,3 millions, soit 48,3 pour cent. Des villes comme Dar es Salaam, Nairobi, Ouagadougou, Le Caire, Abidjan, Kano et Addis-Abéba vont toutes voir leur population augmenter de plus d'un million d'ici 2020.
- De 2010 à 2020, le taux de croissance moyen dans les villes où la démographie est le plus dynamique va être de l'ordre de 51%. On prévoit qu'à Abuja, Bamako, Luanda, Lubumbashi et Nairobi, il soit de 47% à 50 %, alors qu'à Dar es Salaam, Kampala, Mbuji-Mayi et Niamey, il se situerait entre 50% et 57%.
- Toutefois, **ce sont les villes secondaires et celles de moins d'un demi-million d'habitants qui vont accueillir 70 % de la croissance démographique urbaine sur le continent.** C'est donc là que se produit vraiment la transition urbaine de l'Afrique. Cela signifie donc que les villes de second ordre vont devoir investir davantage pour faire face à cette croissance.

²⁸ Il faut noter que ce taux a été de 3,2% par an entre 1975 et 1990

²⁹ Selon le rapport 2010 ONU-HABITAT sur l'Etat des Villes Africaines : Gouvernance, inégalité et marchés fonciers

g. Au demeurant, tant dans les pays développés qu'en développement, les villes offrent à leurs résidents **des opportunités uniques** d'améliorer leur revenu, de se mobiliser autour d'une action politique, de s'instruire et de bénéficier de services sanitaires et sociaux. Dans les pays développés et en développement, les villes génèrent une part non négligeable de produit intérieur brut et de la richesse nationale et créent des opportunités de développement, des emplois et des investissements.

Si les villes offrent des opportunités et des avantages, il n'en demeure pas moins qu'**une urbanisation rapide et anarchique contribue également à la pauvreté urbaine** laquelle est en train de devenir une caractéristique grave, très répandue et largement ignorée de la vie urbaine. On peut en effet trouver de la pauvreté dans toutes les régions du globe. De plus, les mégalo-poles **des pays en voie de développement** connaissent de **très nombreux et graves** problèmes : approvisionnement en eau, transport insuffisant, pénurie de logements, insécurité, entassement, pauvreté, pollution.

Aujourd'hui, on estime que 828 millions de personnes, soit un tiers de la population urbaine de la planète, vivent dans des taudis. Dans leur grande majorité (plus de 90%), ces taudis sont situés dans les pays en développement. Ce sont fréquemment les villes enregistrant l'essor le plus rapide qui affichent les plus fortes concentrations de ces établissements informels.

Pendant de nombreuses années, les gouvernements et les autorités locales ont considéré les bidonvilles comme des habitats provisoires qui disparaîtraient avec le développement des villes et l'amélioration des revenus des habitants des bidonvilles qui se sont développés plutôt dans les villes de petite ou de moyenne taille que dans les mégalo-poles.

De même, si **les villes des pays développés** sont très bien équipées en infrastructures : transports en commun, approvisionnement en eau, évacuation des déchets, services municipaux, hôpitaux... elle sont confrontées à d'autres problèmes liés aux concentrations de population et accentués par la crise économique : l'insécurité, la pauvreté créant l'exclusion (personnes « *sans domicile fixe* », mendiants...) ³⁰.

De ce fait, cela pose de graves problèmes que les municipalités n'arrivent pas à résoudre : logement (développement des bidonvilles), insécurité, manque d'équipements (de santé, scolaires...).

h. Constats généraux

1. **L'urbanisation dans le monde s'oppose donc entre les « pays du Nord » et les « pays du Sud ».**

Dans les « pays du Nord », les régions sont les plus urbanisées mais l'urbanisation est ralentie. Nous avons donc dans ces pays une forte urbanisation et une industrialisation puis tertiarisation des emplois. Cette conception de l'urbanisation s'oppose donc avec celle des « pays du Sud » dont l'urbanisation galope. C'est une urbanisation récente et qui est donc en pleine prospérité. Malgré tout persiste le problème des mégalo-poles des pays en voie de développement.

Les villes attirent donc des populations dans les pays en voie de développement mais dans les pays développés beaucoup quittent la ville pour s'installer en périphérie, ce qui permet, tout en gardant une proximité avec la ville, de s'en éloigner.

Une forte croissance démographique dans les villes n'est en soi ni une bonne ni une mauvaise

³⁰ Par contre, la pauvreté urbaine dans les pays du Sud est une dynamique vers l'intégration, même quand ce chemin passe par la marginalité (secteur informel, logement loin du centre ville, etc...)

choses. Partout dans le monde, l'urbanisation est allée de pair avec l'amélioration du développement humain, des revenus et des conditions de vie, mais ces avantages n'ont rien d'automatique. Ils exigent des politiques publiques bien conçues qui orientent la croissance démographique, favorisent des économies urbaines robustes et assurent une distribution équitable des richesses.

2. Aussi, « *la question est maintenant pour les gouvernements, les autorités locales et toutes les autres parties prenantes de savoir comment unir leurs efforts pour assurer la gestion efficace des agglomérations urbaines, des politiques urbaines intelligentes pouvant contribuer à la diffusion des avantages de l'urbanisation et sortir le continent de la pauvreté* »³¹.

Une croissance démographique rapide qui ne débouche que sur la prolifération massive de l'habitat informel, des inégalités marquées et la misère n'est pas une bonne croissance. Lorsque l'expansion démographique est mise au service du progrès et du développement économiques à travers la création d'emplois et une meilleure productivité, on peut parler de «bonne» urbanisation. Ce type de progrès repose sur **une bonne gouvernance** qui pourvoit aux besoins de tous en matière de logement et de services élémentaires.

Le rapport de l'ONU-Habitat montre que sur l'ensemble de l'Afrique, 24 millions d'habitants vivant dans des bidonvilles ont vu leurs conditions de vie s'améliorer au cours de la dernière décennie. Il met toutefois en exergue une différence entre les villes d'Afrique du Nord, où la part des habitants vivant dans des bidonvilles est passée de 20% à 13%, et celles d'Afrique subsaharienne, où la diminution n'est que de 5%. Ainsi, s'inscrivant dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement, (objectif 7, cible 11), souscrits par les Chefs d'Etat du monde, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie ont fait baisser de près de la moitié la population totale de leurs taudis et bidonvilles, de 20,8 millions en 1990 à 11,8 millions (estimation) en 2010. La Tunisie a même réussi à éliminer entièrement ce type d'habitat urbain.

Conclusion

Comme démontré ci-dessus, l'urbanisation est un phénomène inéluctable. Si la ville est nécessaire au développement économique, elle n'en pose pas moins de nombreux et graves problèmes. La gestion de la croissance urbaine, y compris la mise en place d'infrastructures et de services adéquats pour les citoyens de plus en plus nombreux et exigeants, doit être considérée comme une priorité des politiques publiques.

4. Comment faire de l'urbanisation une réussite ?

Par conséquent, pour corriger la situation et faire de l'urbanisation une réussite, il y aurait lieu de prendre en compte les priorités suivantes :

1° **Le développement des infrastructures**, «*le pilier du développement économique comme le confirme l'expérience des pays asiatiques comme la [Chine](#), la [Corée](#), l'[Indonésie](#), la [Malaisie](#) ou la [Thaïlande](#)*».

2° **Le développement des services de base et un accès généralisé** comme les soins de santé, l'éducation primaire, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, les transports publics et la sécurité,

³¹ Selon le Directeur exécutif de l'agence onusienne chargée des établissements humains et des politiques de développement urbain, Joan Clos

qui sont “*des domaines dans lesquels les gouvernements africains doivent redoubler d’efforts*”, par l’entremise d’actions à trois niveaux complémentaires :

a. Au plan politique

1. en promouvant une gouvernance urbaine participative ;
2. en décentralisant les responsabilités politiques ;
3. en développant les partenariats entre autorités locales et fournisseurs de services ;
4. en assurant des financements viables et des tarifs favorables aux pauvres ;
5. en gérant l’impact sur l’environnement.

b. Au plan financier (aide publique au développement), en complétant et mobilisant les ressources locales en injectant des capitaux dans les secteurs stratégiques (eau, transport) sans omettre d’encourager les péréquations au bénéfice des populations défavorisées.

c. Au plan managérial, en développant les capacités municipales, rationaliser la fourniture des services et améliorer l’efficacité urbaine.

3° **L’élaboration et mise en œuvre de stratégies urbaines réalistes au renforcement de la gouvernance et des capacités locales** , alors qu’à l’heure actuelle “*la plupart des villes africaines ne disposent pas de plans de développement urbain*” .

4° **La décentralisation progressive des responsabilités et des moyens financiers en direction des autorités municipales, régionales, provinciales.**

5° **L’assistance aux plus pauvres** pour qu’ils améliorent leurs conditions de logements, en facilitant l’accès aux terrains et au financement nécessaire pour la construction de logements décents.

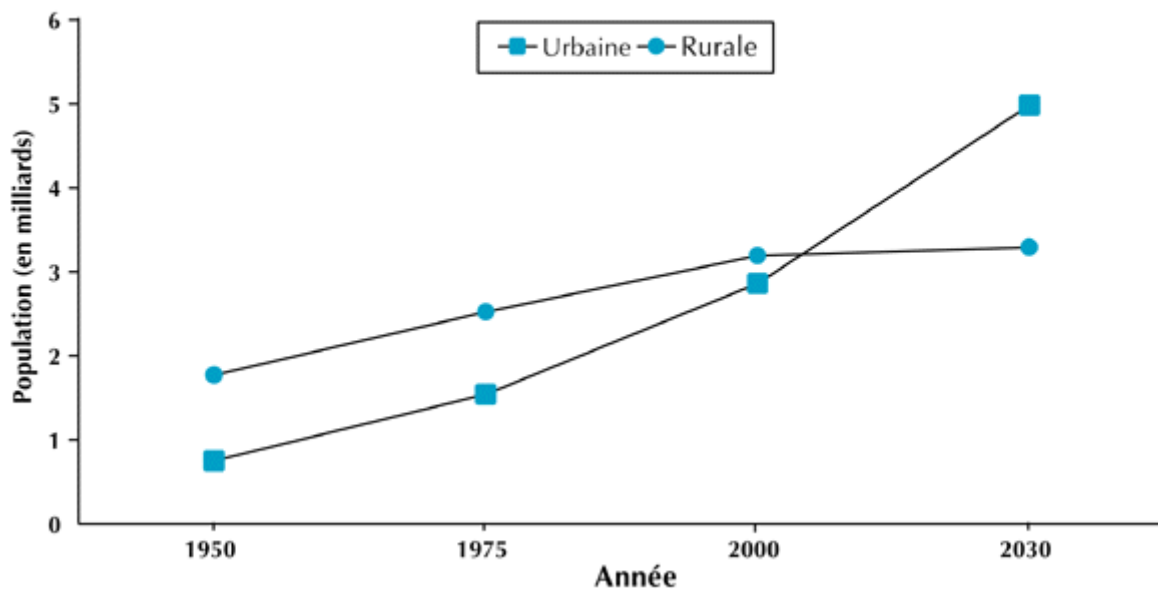
* * *

5. Annexes au point IV : la révolution urbaine

Quelques données chiffrées

Figure 1. Croissance rapide de la population urbaine du monde

Populations urbaines et rurales du monde — Estimations et projections, 1950 – 2030

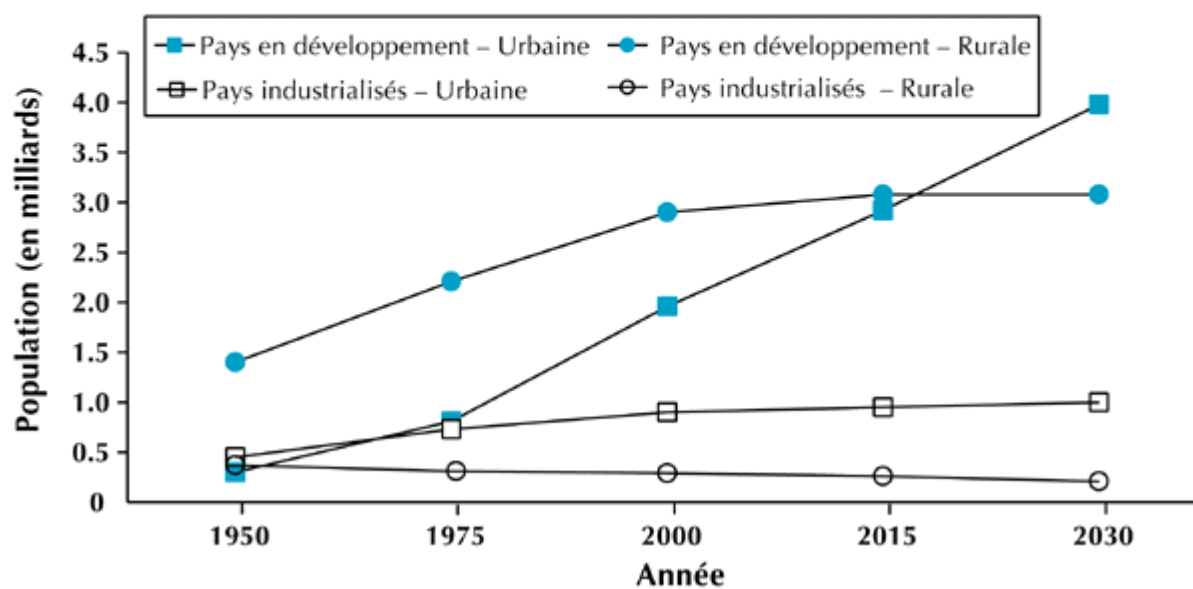


Source : Nations Unies, 2002 (131)

Population Reports

Figure 2. Croissance urbaine plus rapide dans les pays en développement

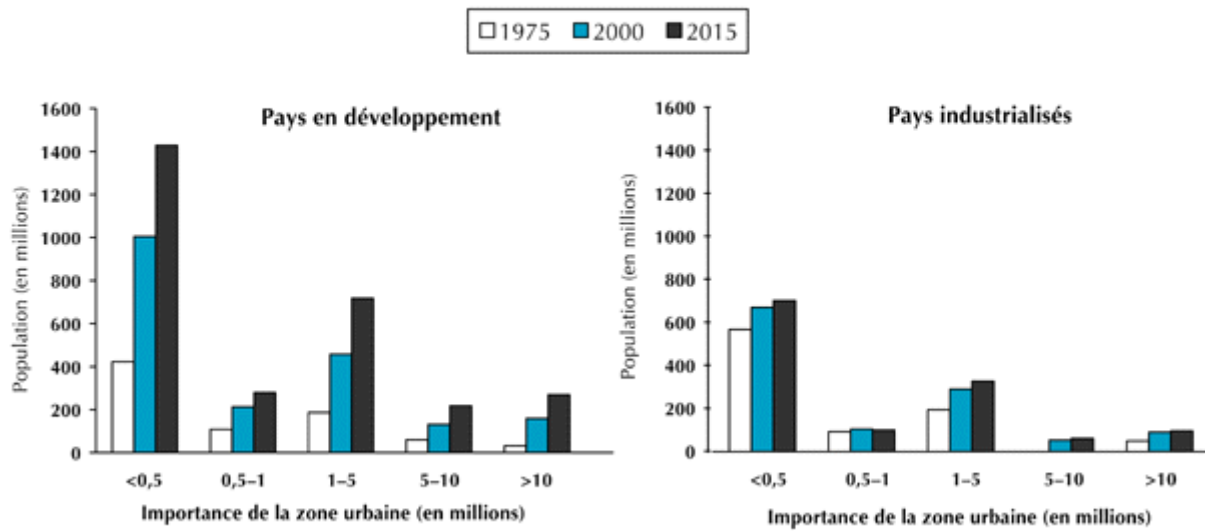
Populations urbaines et rurales des pays industrialisés et en développement — Estimations et projections, 1950 – 2030



Source : Nations Unies, 2002 (131)

Population Reports

Figure 3. Répartition de la population dans les pays industrialisés et en développement, par importance de zone urbaine et par année



Source : Nations Unies, 2002 (131)

Population Reports

Tableau 1. Mégalopoles passées, présentes et futures
Villes comptant 10 millions d'habitants ou plus,
1950, 1975, 2001 et 2015 (population en millions de personnes)

1950		1975		2001		2015	
Ville	Pop.	Ville	Pop.	Ville	Pop.	Ville	Pop.
New York	12,3	Tokyo	19,8	Tokyo	26,5	Tokyo	27,2
		New York	15,9	São Paulo	18,3	Dhaka	22,8
		Shanghai	11,4	Mexico City	18,3	Mumbai¹	22,6
		Mexico City	10,7	New York	16,8	São Paulo	21,2
		São Paulo	10,3	Mumbai¹	16,5	Delhi	20,9
		Total	68,1	Los Angeles	13,3	Mexico City	20,4
				Kolkata²	13,3	New York	17,9
				Dhaka	13,2	Djakarta	17,3
				Delhi	13,0	Kolkata²	16,7
				Shanghai	12,8	Karachi	16,2
				Buenos Aires	12,1	Lagos	16,0
				Djakarta	11,4	Los Angeles	14,5
				Osaka	11,0	Shanghai	13,6
				Pékin	10,8	Buenos Aires	13,2
				Rio de Janeiro	10,8	Manille métrop.	12,6
				Karachi	10,4	Pékin	11,7
				Manille métrop.	10,1	Rio de Janeiro	11,5
				Total	238,6	Le Caire	11,5
						Istanbul	11,4
						Osaka	11,0
						Tianjin	10,3
						Total	340,5
¹ Anciennement Bombay		² Anciennement Calcutta		Source: Nations Unies, 2002 (131)		Population Reports	

**Tableau 2. Répartition de la population par région,
1975, 2000 et 2030**

	<i>Population (en millions de personnes)</i>						<i>% urbanisation</i>		
	<i>1975</i>		<i>2000</i>		<i>2030</i>				
	<i>Région</i>	<i>Urbaine</i>	<i>Rurale</i>	<i>Urbaine</i>	<i>Rurale</i>	<i>Urbaine</i>	<i>Rurale</i>	<i>1975</i>	<i>2000</i>
<i>Afrique</i>	102	304	295	498	787	702	25	37	53
<i>Asie</i>	592	1805	1376	2297	2679	2271	25	37	54
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	198	124	391	498	127	608	61	75	85
<i>Europe</i>	455	221	534	193	540	131	67	73	80
<i>Amérique du Nord</i>	180	64	243	71	335	61	74	77	84
<i>Océanie*</i>	15	6	23	8	32	10	72	74	77

* Océanie = Australie, Nouvelle Zélande, Mélanésie, Micronésie et Polynésie
Source: Nations Unies, 2002 (131)
Population Reports

V. CONCLUSION

L'objectif principal de ce rapport visait à circonscrire certains thèmes afin d'en dégager des conclusions en vue de définir un seuil commun de politique à mener dans chacun de nos pays membres de la Francophonie.

En réunion à Lomé en mars 2012, une proposition de résolution a été soumise à l'examen des membres de la commission politique. Tenant compte des observations et remarques formulées lors de cette réunion ce projet de résolution est déposé en juillet 2012 lors de la réunion de Bruxelles

Dans le cadre du suivi de la résolution proposée à adoption en assemblée générale en juillet 2012 à Bruxelles, votre rapporteur participera au 17^{ème} Colloque international de l'AIDELF qui se tiendra à Ouagadougou (Burkina Faso) du 12 au 16 novembre 2012, ayant pour thème « *Démographie et politique sociale* ». Il s'agira d'y représenter l'APF et d'assurer le suivi des résolutions adoptées tant par notre commission politique que par la Région Europe portant sur les défis démographiques.

**

V. ANNEXES

Annexe n° 1 : Article du journal « Le Soir » du 22 juin 2010 « *L'agriculture verte sauvera le monde* »

Annexe n° 2 : Superficies et densités en 2000, évolution de la population de 1950 à 2040 (48 pays)
Extrait de « *La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000* », Dominique Tabutin et Bruno Schoumaker

Annexe n° 3 : Calcul des indicateurs composites du développement humain

Annexe n° 4 : Pourcentage du total de la population vivant avec moins de 1\$ par jour

Annexe n° 5 : Présentation de Mme Ester Rizzi : « Le Vieillissement démographique et ses implications sociétales »

Annexe n° 6 : Intervention de M. Bunhok Sik, Député (section cambodgienne) au point IV « La révolution urbaine »